



## Assemblée générale

Distr. GENERALE

A/CN.9/428  
21 mai 1996

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DROIT COMMERCIAL INTERNATIONAL  
Vingt-neuvième session  
New York, 28 mai-14 juin 1996

### ETAT DES CONVENTIONS

#### Note du Secrétariat

1. A sa treizième session (1980), la Commission a décidé qu'elle examinerait, à chacune de ses sessions, l'état de conventions auxquelles ses travaux avaient abouti (A/35/17, par. 163).
2. La présente note indique l'état des conventions et lois types découlant des travaux de la Commission. Elle indique également l'état de la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958), qui a été adoptée avant la création de la Commission : en effet, cette Convention est étroitement liée aux travaux de la Commission dans le domaine de l'arbitrage commercial international.
3. La note indique les changements intervenus depuis le 2 mai 1995, date à laquelle a été publié le dernier rapport sur la question (A/CN.9/416). Le nom des Etats figurant dans la liste ci-jointe qui ont adhéré à une convention ou adopté des lois fondées sur une loi type depuis l'établissement du dernier rapport est en caractères gras.
4. Les textes suivants sont traités dans la note :

a) Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (New York, 1974) (faits nouveaux : ratification de la Pologne et adhésion, par adhésion au Protocole, de la Slovaquie; nombre d'Etats parties : 20); Protocole modifiant la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980) (faits nouveaux : adhésion de la Pologne et de la Slovaquie); Convention des Nations Unies sur le transport de marchandises par mer, 1978 ("Règles de Hambourg") (faits nouveaux : ratification de la République tchèque, adhésion de la Gambie et de la Géorgie; nombre d'Etats parties : 25); Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980) (faits nouveaux : ratification de la Pologne; nombre d'Etats parties : 45); Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (New York, 1988) (la Convention a deux Etats parties; huit adhésions supplémentaires sont nécessaires pour qu'elle entre en vigueur); Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international (Vienne, 1991) (faits nouveaux : adhésion de la Géorgie; un Etat partie; cinq adhésions à la Convention sont nécessaires pour qu'elle entre en vigueur); Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international, 1985 (nouvelles juridictions ayant adopté des lois fondées sur la Loi type : Guatemala, Inde, Kenya, Malte, Sri Lanka; nombre total de juridictions ayant adopté de telles lois : 39); Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services (1994) (juridictions ayant adopté des lois fondées sur la Loi type : Albanie et Pologne; nombre total de juridictions ayant adopté de telles lois : 2); Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958) (faits nouveaux : adhésion du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Viet Nam; nombre total d'Etats parties : 108).

1. Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises

(New York, 1974) ±/

<u>Etat a/</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Approbation</u> <u>Succession (*)</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Argentine		9 octobre 1981	1er août 1988
Bélarus	14 juin 1974		
Bosnie-Herzégovine		12 janvier 1994*	6 mars 1992
Brésil	14 juin 1974		
Bulgarie	24 février 1975		
Costa Rica	30 août 1974		
Cuba		2 novembre 1994	1er juin 1995
Egypte		6 décembre 1982	1er août 1988
Etats-Unis d'Amérique		5 mai 1994	1er décembre 1994
Fédération de Russie <u>b/</u>	14 juin 1974		
Ghana	5 décembre 1974	7 octobre 1975	1er août 1988
Guinée		23 janvier 1991	1er août 1991
Hongrie	14 juin 1974	16 juin 1983	1er août 1988
Mexique		21 janvier 1988	1er août 1988
Mongolie	14 juin 1974		
Nicaragua	13 mai 1975		
Norvège <u>l/</u>	11 décembre 1975	20 mars 1980	1er août 1988
Ouganda		12 février 1992	1er septembre 1992
<b>Pologne</b>	14 juin 1974	<b>19 mai 1995</b>	1er décembre 1995
République dominicaine		23 décembre 1977	1er août 1988
République tchèque <u>c/</u>		30 septembre 1993*	1er janvier 1993
Roumanie		23 avril 1992	1er novembre 1992
Slovaquie <u>c/</u>		28 mai 1993*	1er janvier 1993
<b>Slovénie</b>		<b>2 août 1995</b>	<b>1er mars 1996</b>
Ukraine	14 juin 1974	13 septembre 1993	1er avril 1994
Yougoslavie		27 novembre 1978	1er août 1988
Zambie		6 juin 1986	1er août 1988

Simple signatures : 7; ratifications, adhésions et successions : 20

±/ Le texte de la Convention a été établi en anglais, chinois, espagnol, français et russe, chacune de ces langues faisant foi. Le 11 août 1992, le Secrétaire général, en réponse à une demande de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, a distribué une proposition tendant à ce qu'une version en arabe de la Convention, faisant également

foi, soit adoptée. Aucune objection n'ayant été soulevée, le texte arabe a été considéré comme adopté le 9 novembre 1992, avec la même valeur que les autres textes faisant foi dont fait mention la Convention.

a/ La Convention a été signée le 14 juin 1974 par l'ancienne République démocratique allemande, qui l'a ratifiée le 31 août 1989; elle est entrée en vigueur le 1er mars 1990.

b/ La Fédération de Russie a succédé, à la date du 24 décembre 1991, à l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume intégralement, à compter de cette date, tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

c/ La Convention a été signée le 29 août 1975 par l'ancienne Tchécoslovaquie et un instrument de ratification a été déposé le 26 mai 1977; elle est entrée en vigueur, pour l'ancienne Tchécoslovaquie, le 1er août 1988. La Slovaquie, le 28 mai 1993, et la République tchèque, le 30 septembre 1993, ont déposé des instruments de succession, avec effet à compter du 1er janvier 1993, date de succession des Etats.

#### Déclarations et réserves

1/ Au moment de la signature, la Norvège a déclaré qu'en application de l'article 34, la Convention ne régirait pas les contrats de vente conclus entre un vendeur et un acheteur ayant tous deux leur établissement sur le territoire des pays nordiques (Norvège, Danemark, Finlande, Islande et Suède), déclaration qu'elle a confirmée au moment de la ratification.

#### 2. Protocole modifiant la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980)

<u>Etat a/</u>	<u>Adhésion</u> <u>Succession (*)</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Argentine	19 juillet 1983	1er août 1988
Cuba	2 novembre 1994	1er juin 1995
Egypte	6 décembre 1982	1er août 1988
Etats-Unis d'Amérique <u>1/</u>	5 mai 1994	1er décembre 1994
Guinée	23 janvier 1991	1er août 1991
Hongrie	16 juin 1983	1er août 1988
Mexique	21 janvier 1988	1er août 1988
Ouganda	12 février 1992	1er septembre 1992
<b>Pologne</b>	<b>19 mai 1995</b>	<b>1er décembre 1995</b>
République tchèque <u>b/</u>	30 septembre 1993*	1er janvier 1993
Roumanie	23 avril 1992	1er novembre 1992
Slovaquie <u>b/</u>	28 mai 1993*	1er janvier 1993
<b>Slovénie</b>	<b>2 août 1995</b>	<b>1er mars 1996</b>
Zambie	6 juin 1986	1er août 1988

Conformément aux articles XI et XIV du Protocole, les Etats qui sont Parties contractantes au Protocole sont considérés comme étant également Parties contractantes à la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises telle que modifiée par le Protocole dans leurs rapports entre eux et Parties contractantes à la Convention non modifiée dans leurs rapports avec toute Partie contractante à cette dernière Convention qui n'est pas devenue Partie contractante au Protocole.

a/ Le Protocole a fait l'objet d'une adhésion de l'ancienne République démocratique allemande le 31 août 1989; il est entrée en vigueur le 1er mars 1990.

b/ Le Protocole a fait l'objet d'une adhésion de l'ancienne Tchécoslovaquie le 5 mars 1990 <sup>1/</sup>, avec effet à compter du 10 octobre 1990. La Slovaquie, le 28 mai 1993, et la République tchèque, le 30 septembre 1993, ont déposé des instruments de succession, avec effet à compter du 1er janvier 1993, date de la succession des Etats.

Déclarations et réserves

<sup>1/</sup> Au moment de l'adhésion, la Tchécoslovaquie et les Etats-Unis d'Amérique ont déclaré qu'en application de l'article XII, ils ne se considéraient pas comme liés par l'article premier.

3. Convention des Nations Unies sur les transports de marchandises par mer (Hambourg, 1978)

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification Adhésion</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Allemagne	31 mars 1978		
Autriche	30 avril 1979	29 juillet 1993	1er août 1994
Barbade		2 février 1981	1er novembre 1992
Botswana		16 février 1988	1er novembre 1992
Brésil	31 mars 1978		
Burkina Faso		14 août 1989	1er novembre 1992
Cameroun		21 octobre 1993	1er novembre 1994
Chili	31 mars 1978	9 juillet 1982	1er novembre 1992
Danemark	18 avril 1979		
Egypte	31 mars 1978	23 avril 1979	1er novembre 1992
Equateur	31 mars 1978		
Etats-Unis d'Amérique	30 avril 1979		
Finlande	18 avril 1979		
France	18 avril 1979		
<b>Gambie</b>		<b>7 février 1996</b>	<b>1er mars 1997</b>
<b>Géorgie</b>		<b>21 mars 1996</b>	<b>1er avril 1997</b>
Ghana	31 mars 1978		
Guinée		23 janvier 1991	1er novembre 1992
Hongrie	23 avril 1979	5 juillet 1984	1er novembre 1992
Kenya		31 juillet 1989	1er novembre 1992
Lesotho		26 octobre 1989	1er novembre 1992
Liban		4 avril 1983	1er novembre 1992
Madagascar	31 mars 1978		
Malawi		18 mars 1991	1er novembre 1992
Maroc		12 juin 1981	1er novembre 1992

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification Adhésion</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Mexique	31 mars 1978		
Nigéria		7 novembre 1988	1er novembre 1992
Norvège	18 avril 1979		
Ouganda		6 juillet 1979	1er novembre 1992
Pakistan	8 mars 1979		
Panama	31 mars 1978		
Philippines	14 juin 1978		
Portugal	31 mars 1978		
République tchèque <u>a/</u>	2 juin 1993	<b>23 juin 1995</b>	<b>1er juillet 1996</b>
République-Unie de Tanzanie		24 juillet 1979	1er novembre 1992
Roumanie		7 janvier 1982	1er novembre 1992
Saint-Siège	31 mars 1978		
Sénégal	31 mars 1978	17 mars 1986	1er novembre 1992
Sierra Leone	15 août 1978	7 octobre 1988	1er novembre 1992
Singapour	31 mars 1978		
Suède	18 avril 1979		
Slovaquie <u>a/</u>	28 mai 1993		
Tunisie		15 septembre 1980	1er novembre 1992
Venezuela	31 mars 1978		
Zaïre	19 avril 1979		
Zambie		7 octobre 1991	1er novembre 1992

Simple signatures : 20; ratifications et adhésions : 25

a/ La Convention a été signée le 6 mars 1979 par l'ancienne Tchécoslovaquie<sup>1/</sup>. Le 28 mai 1993, la Slovaquie et, le 2 juin 1993, la République tchèque ont déposé leurs instruments de succession à la signature et la République tchèque a déposé son instrument de ratification le 23 juin 1995. Lors de la ratification, la République tchèque a retiré la déclaration visée à la note <sup>1/</sup> qui avait été faite par l'ex-Tchécoslovaquie.

#### Déclarations et réserves

<sup>1/</sup> Au moment de la signature, l'ancienne Tchécoslovaquie a déclaré, en application de l'article 26, une formule destinée à convertir en monnaie tchécoslovaque les montants correspondant aux limites de responsabilité visés au paragraphe 2 dudit article, ainsi que lesdits montants applicables sur le territoire de la Tchécoslovaquie, exprimés en monnaie tchécoslovaque.

#### 4. Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (Vienne, 1980)

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Approbation</u> <u>Succession (*)</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Allemagne <u>a/ 1/</u>	26 mai 1981	21 décembre 1989	1er janvier 1991
Argentine <u>2/</u>		19 juillet 1983	1er janvier 1988
Australie		17 mars 1988	1er avril 1989
Autriche	11 avril 1980	29 décembre 1987	1er janvier 1989
Bélarus <u>2/</u>		9 octobre 1989	1er novembre 1990
Bosnie-Herzégovine		12 janvier 1994*	6 mars 1992
Bulgarie		9 juillet 1990	1er août 1991
Canada <u>3/</u>		23 avril 1991	1er mai 1992
Chili <u>2/</u>	11 avril 1980	7 février 1990	1er mars 1991
Chine <u>4/</u>	30 septembre 1981	11 décembre 1986	1er janvier 1988
Cuba		2 novembre 1994	1er décembre 1995
Danemark <u>5/</u>	26 mai 1981	14 février 1989	1er mars 1990
Egypte		6 décembre 1982	1er janvier 1988
Equateur		27 janvier 1992	1er février 1993
Espagne		24 juillet 1990	1er août 1991
Estonie <u>2/</u>		20 septembre 1993	1er octobre 1994
Etats-Unis d'Amérique <u>6/</u>	31 août 1981	11 décembre 1986	1er janvier 1988
Fédération de Russie <u>b/ 2/</u>		16 août 1990	1er septembre 1991
Finlande <u>5/</u>	26 mai 1981	15 décembre 1987	1er janvier 1989
France	27 août 1981	6 août 1982	1er janvier 1988
Géorgie		16 août 1994	1er septembre 1995
Ghana	11 avril 1980		
Guinée		23 janvier 1991	1er février 1992
Hongrie <u>2/ 7/</u>	22 avril 1980	16 juin 1983	1er janvier 1988
Iraq		5 mars 1990	1er avril 1991
Italie	30 septembre 1981	11 décembre 1986	1er janvier 1988
Lesotho	18 juin 1981	18 juin 1981	1er janvier 1988
Lituanie <u>2/</u>		18 janvier 1995	1er février 1996
Mexique		29 décembre 1987	1er janvier 1989
Moldova		13 octobre 1994	1er novembre 1995
Norvège <u>5/</u>	26 mai 1981	20 juillet 1988	1er août 1989
Nouvelle-Zélande		22 septembre 1994	1er octobre 1995

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Approbation</u> <u>Succession (*)</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Ouganda		12 février 1992	1er mars 1993
Pays-Bas	29 mai 1981	13 décembre 1990	1er janvier 1992
Pologne	28 septembre 1981	<b>19 mai 1995</b>	<b>1er juin 1996</b>
République arabe syrienne		19 octobre 1982	1er janvier 1988
République tchèque <u>c/</u>		30 septembre 1993*	1er janvier 1993
Roumanie		22 mai 1991	1er juin 1992
Singapour <u>6/</u>	11 avril 1980	16 février 1995	1er mars 1996
Slovaquie <u>c/</u>		28 mai 1993*	1er janvier 1993
Slovénie		7 janvier 1994*	25 juin 1991
Suède <u>5/</u>	26 mai 1981	15 décembre 1987	1er janvier 1989
Suisse		21 février 1990	1er mars 1991
Ukraine <u>2/</u>		3 janvier 1990	1er février 1991
Venezuela	28 septembre 1981		
Yougoslavie	11 avril 1980	27 mars 1985	1er janvier 1988
Zambie		6 juin 1986	1er janvier 1988

Simple signatures : 2; ratifications, adhésions, approbations, acceptations et successions : 45

a/ La Convention a été signée le 13 août 1981 par l'ancienne République démocratique allemande, qui l'a ratifiée le 23 février 1989; elle est entrée en vigueur le 1er mars 1990.

b/ La Fédération de Russie a succédé, à la date du 24 décembre 1991, à l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, et assume intégralement, à compter de cette date, tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

c/ La Convention a été signée le 1er septembre 1981 par l'ancienne Tchécoslovaquie et un instrument de ratification a été déposé le 5 mars 1990; elle est entrée en vigueur, pour l'ancienne Tchécoslovaquie, le 1er avril 1991<sup>6/</sup>. La Slovaquie, le 28 mai 1993, et la République tchèque, le 30 septembre 1993, ont déposé des instruments de succession, avec effet à compter du 1er janvier 1993, date de succession des Etats.

#### Déclarations et réserves

1/ Au moment de la ratification, l'Allemagne a déclaré qu'elle n'appliquerait pas l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier pour tout Etat ayant déclaré qu'il n'appliquerait pas ledit alinéa.

2/ Au moment de l'adhésion, l'Argentine, le Bélarus, le Chili, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, l'Ukraine et l'URSS ont déclaré, conformément aux dispositions des articles 12 et 96 de la Convention, que toute disposition de l'article 11, de l'article 29 ou de la deuxième partie de la Convention autorisant une autre forme que la forme écrite, soit pour la conclusion ou pour la modification ou la résiliation amiable d'un contrat de vente, soit pour toute offre, acceptation ou autre manifestation d'intention, ne s'appliquerait pas dès lors qu'une des parties aurait son établissement dans leur Etat.

3/ Au moment de l'adhésion, le Canada a déclaré, conformément à l'article 93, que la Convention s'appliquerait à l'Alberta, à la Colombie britannique, à l'Ile du Prince-Edouard, au Manitoba, à la Nouvelle-Ecosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Ontario,

à Terre-Neuve et aux Territoires du Nord-Ouest. Au moment de l'adhésion, le Canada a déclaré, conformément à l'article 95 que, s'agissant de la Colombie britannique, il ne serait pas lié par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier de la Convention. Dans une notification reçue le 31 juillet 1992, le Canada a retiré cette déclaration. Dans une déclaration reçue le 9 avril 1992, le Canada a étendu l'application de la Convention au Québec et à la Saskatchewan. Dans une notification reçue le 29 juin 1992, le Canada a étendu l'application de la Convention au Yukon.

4/ Au moment de l'approbation, la Chine a déclaré qu'elle ne se considérait pas comme liée par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier ni par l'article 11, non plus que par les dispositions de la Convention se rattachant à la teneur de l'article 11.

5/ Au moment de la ratification, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède ont déclaré, en application du paragraphe 1 de l'article 92, qu'ils ne seraient pas liés par la deuxième partie de la Convention (formation du contrat). Au moment de la ratification, le Danemark, la Finlande, la Norvège et la Suède ont déclaré, en application des paragraphes 1 et 2 de l'article 94, que la Convention ne s'appliquerait pas aux contrats de vente conclus entre parties ayant leur établissement au Danemark, en Finlande, en Suède, en Islande ou en Norvège.

6/ Au moment de la ratification, les Etats-Unis d'Amérique, Singapour et la Tchécoslovaquie ont déclaré qu'ils ne seraient pas liés par l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article premier.

7/ Au moment de la ratification, la Hongrie a déclaré qu'elle considérait les Conditions générales de livraison de marchandises entre organisations des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle comme relevant des dispositions de l'article 90 de la Convention.

5. Convention des Nations Unies sur les lettres de change internationales et les billets à ordre internationaux (New York, 1988)

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Canada	7 décembre 1989		
Etats-Unis d'Amérique	29 juin 1990		
Fédération de Russie a/	30 juin 1990		
Guinée		23 janvier 1991	
Mexique		11 septembre 1992	

Simple signatures : 3; ratifications et adhésions : 2

Nombre de ratifications et d'adhésions nécessaires pour l'entrée en vigueur de la Convention : 10

a/ La Fédération de Russie a succédé, à la date du 24 décembre 1991, à l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et assume intégralement, à compter de cette date, tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

6. Convention des Nations Unies sur la responsabilité des exploitants de terminaux de transport dans le commerce international (Vienne, 1991)

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
Espagne	19 avril 1991		
Etats-Unis d'Amérique	30 avril 1992		

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u>	<u>Entrée en vigueur</u>
France	15 octobre 1991		
<b>Géorgie</b>		<b>21 mars 1996</b>	
Mexique	19 avril 1991		
Philippines	19 avril 1991		

Simple signatures : 5; adhésions : 1

Nombre de ratifications et d'adhésions nécessaire pour l'entrée en vigueur de la Convention : 5

7. Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international (1985)

Des textes législatifs fondés sur la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international ont été adoptés à Australie, à Bahreïn, aux Bermudes, en Bulgarie, au Canada (par le Parlement fédéral et par les organes législatifs de toutes les provinces et de tous les territoires), à Chypre, en Ecosse, en Egypte, dans la Fédération de Russie, en Finlande, au **Guatemala**, en Hongrie, à Hong-kong, en **Inde**, au **Kenya**, à **Malte**, au Mexique, au Nigéria, au Pérou, à Singapour, à **Sri Lanka**, en Tunisie, en Ukraine et dans les Etats de Californie, du Connecticut, de l'Orégon et du Texas aux Etats-Unis d'Amérique.

8. Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services (1994)

Des textes législatifs fondés sur la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés de biens, de travaux et de services ont été adoptés en **Albanie** et en **Pologne**.

9. Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères  
(New York, 1958)

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Succession (*)</u>
Afrique du Sud		3 mai 1976
Algérie <u>1/ 2/</u>		7 février 1989
Allemagne <u>a/ 1/</u>	10 juin 1958	30 juin 1961
Antigua-et-Barbuda <u>1/ 2/</u>		2 février 1989
Arabie saoudite		19 avril 1994
Argentine <u>1/ 2/ 3/</u>	26 août 1958	14 mars 1989
Australie		26 mars 1975
Autriche		2 mai 1961
Bahreïn <u>1/ 2/</u>		6 avril 1988
Bangladesh		6 mai 1992
Barbade <u>2/</u>		16 mars 1993
Bélarus <u>1/ 4/</u>	29 décembre 1958	15 novembre 1960
Belgique <u>1/</u>	10 juin 1958	18 août 1975
Bénin		16 mai 1974

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Succession (*)</u>
Bolivie		28 avril 1995
Bosnie-Herzégovine <u>1/ 2/ 7/</u>		6 mars 1992*
Botswana <u>1/ 2/</u>		20 décembre 1971
Bulgarie <u>1/ 4/</u>	17 décembre 1958	10 octobre 1961
Burkina Faso		23 mars 1987
Cambodge		5 janvier 1960
Cameroun		19 février 1988
Canada <u>5/</u>		12 mai 1986
Chili		4 septembre 1975
Chine <u>1/ 2/</u>		22 janvier 1987
Chypre <u>1/ 2/</u>		29 décembre 1980
Colombie		25 septembre 1979
Costa Rica	10 juin 1958	26 octobre 1987
Côte d'Ivoire		1er février 1991
Croatie <u>1/ 2/ 7/</u>		26 juillet 1993*
Cuba <u>1/ 2/ 4/</u>		30 décembre 1974
Danemark <u>1/ 2/</u>		22 décembre 1972
Djibouti		14 juin 1983
Dominique		28 octobre 1988
Egypte		9 mars 1959
El Salvador	10 juin 1958	
Equateur <u>1/ 2/</u>	17 décembre 1958	3 janvier 1962
Espagne		12 mai 1977
Estonie		30 août 1993
Etats-Unis d'Amérique <u>1/ 2/</u>		30 septembre 1970
Ex-République yougoslave de Macédoine <u>1/ 2/ 7/</u>		10 mars 1994*
Fédération de Russie <u>b/ 1/ 4/</u>	29 décembre 1958	24 août 1960
Finlande	29 décembre 1958	19 janvier 1962
France <u>1/</u>	25 novembre 1958	26 juin 1959
Géorgie		2 juin 1994
Ghana		9 avril 1968
Grèce <u>1/ 2/</u>		16 juillet 1962

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Succession (*)</u>
Guatemala <u>1/ 2/</u>		21 mars 1984
Guinée		23 janvier 1991
Haïti		5 décembre 1983
Hongrie <u>1/ 2/</u>		5 mars 1962
Inde <u>1/ 2/</u>	10 juin 1958	13 juillet 1960
Indonésie <u>1/ 2/</u>		7 octobre 1981
Irlande <u>1/</u>		12 mai 1981
Israël	10 juin 1958	5 janvier 1959
Italie		31 janvier 1969
Japon <u>1/</u>		20 juin 1961
Jordanie	10 juin 1958	15 novembre 1979
<b>Kazakstan</b>		<b>20 novembre 1995</b>
Kenya <u>1/</u>		10 février 1989
Koweït <u>1/</u>		28 avril 1978
Lesotho		13 juin 1989
Lettonie		14 avril 1992
Lituanie <u>4/</u>		15 mars 1995
Luxembourg <u>1/</u>	11 novembre 1958	9 septembre 1983
Madagascar <u>1/ 2/</u>		16 juillet 1962
Malaisie <u>1/ 2/</u>		5 novembre 1985
Mali		8 septembre 1994
Maroc <u>1/</u>		12 février 1959
Mexique		14 avril 1971
Monaco <u>1/ 2/</u>	31 décembre 1958	2 juin 1982
Mongolie <u>1/ 2/</u>		24 octobre 1994
Niger		14 octobre 1964
Nigéria <u>1/ 2/</u>		17 mars 1970
Norvège <u>1/ 6/</u>		14 mars 1961
Nouvelle-Zélande <u>1/</u>		6 janvier 1983
Ouganda <u>1/</u>		12 février 1992
<b>Ouzbékistan</b>		<b>7 février 1996</b>
Pakistan	30 décembre 1958	
Panama		10 octobre 1984

<u>Etat</u>	<u>Signature</u>	<u>Ratification</u> <u>Adhésion</u> <u>Succession (*)</u>
Pays-Bas <u>1/</u>	10 juin 1958	24 avril 1964
Pérou		7 juillet 1988
Philippines <u>1/ 2/</u>	10 juin 1958	6 juillet 1967
Pologne <u>1/ 2/</u>	10 juin 1958	3 octobre 1961
Portugal <u>1/</u>		18 octobre 1994
République arabe syrienne		9 mars 1959
République centrafricaine <u>1/ 2/</u>		15 octobre 1962
République de Corée <u>1/ 2/</u>		8 février 1973
République tchèque <u>a/</u>		30 septembre 1993*
République-Unie de Tanzanie <u>1/</u>		13 octobre 1964
Roumanie <u>1/ 2/ 4/</u>		13 septembre 1961
Royaume-Uni <u>1/</u>		24 septembre 1975
Saint-Marin		17 mai 1979
Saint-Siège <u>1/ 2/</u>		14 mai 1975
Sénégal		17 octobre 1994
Singapour <u>1/</u>		21 août 1986
Slovaquie <u>c/</u>		28 mai 1993*
Slovénie <u>1/ 2/ 7/</u>		25 juin 1991*
Sri Lanka	30 décembre 1958	9 avril 1962
Suède	23 décembre 1958	28 janvier 1972
Suisse <u>1/ 8/</u>	29 décembre 1958	1er juin 1965
Thaïlande		21 décembre 1959
Trinité-et-Tobago <u>1/ 2/</u>		14 février 1966
Tunisie <u>1/ 2/</u>		17 juillet 1967
Turquie <u>1/ 2/</u>		2 juillet 1992
Ukraine <u>1/ 4/</u>	29 décembre 1958	10 octobre 1960
Uruguay		30 mars 1983
Venezuela <u>1/ 2/</u>		8 février 1995
<b>Viet Nam <u>1/ 2/ 4/ 9/</u></b>		<b>12 septembre 1995</b>
Yougoslavie <u>1/ 2/ 7/</u>		26 février 1982
Zimbabwe		29 septembre 1994

a/ La Convention a fait l'objet d'une adhésion de l'ancienne République démocratique allemande le 20 février 1975, avec les réserves 1/, 2/ et 4/.

b/ La Fédération de Russie a succédé, à la date du 24 décembre 1991, à l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) en tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et assume intégralement, à compter de cette date, tous les droits et obligations de l'URSS au titre de la Charte des Nations Unies et des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général.

c/ La Convention a été signée par l'ancienne Tchécoslovaquie le 3 octobre 1958 et un instrument de ratification a été déposé le 10 juillet 1959 1/ 4/. Le 28 mai 1993, la Slovaquie et, le 30 septembre 1993, la République tchèque ont déposé des instruments de succession.

#### Déclarations et réserves

(A l'exclusion des déclarations territoriales et de certaines autres réserves  
et déclarations de nature politique)

1/ La Convention s'appliquera uniquement à la reconnaissance et à l'exécution des sentences prononcées sur le territoire d'un autre Etat contractant.

2/ La Convention s'appliquera seulement aux différends issus de relations juridiques - contractuelles ou non - que la loi nationale considère comme étant d'ordre commercial.

3/ La présente Convention doit être interprétée compte tenu des principes et règles de la Constitution nationale en vigueur ou de ceux qui résultent de réformes prévues par la Constitution.

4/ En ce qui concerne les sentences prononcées sur le territoire d'Etats non contractants, la Convention ne s'appliquera que dans la mesure où ces Etats accordent un traitement réciproque.

5/ Le Canada a déclaré qu'il n'appliquerait la Convention qu'aux différends issus de relations juridiques - contractuelles ou non - que la loi nationale considère comme étant d'ordre commercial, sauf dans le cas de la Province de Québec où la loi ne prévoit pas de telles limites.

6/ La Convention ne s'appliquera pas aux différends portant sur des biens immobiliers situés dans l'Etat considéré ou sur un droit relatif auxdits biens.

7/ La Convention s'appliquera seulement aux sentences arbitrales postérieures à son entrée en vigueur.

8/ Le 23 avril 1993, la Suisse a notifié au Secrétaire général sa décision de retirer la déclaration qu'elle avait faite lors de la ratification.

9/ La Convention sera interprétée par les tribunaux ou les autorités compétentes du Viet Nam conformément à la Constitution et au droit vietnamiens.